

Déclaration de Mgr Carlo Maria Viganò, archevêque et ancien Nonce apostolique aux Etats-Unis d'Amérique, sur la crise russo-ukrainienne

Appel à la création d'une Alliance Anti-Mondialiste pour unir les peuples en opposition à la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial

« Rien n'est perdu avec la paix. Tout peut l'être avec la guerre. Que les hommes recommencent à se comprendre. Qu'ils recommencent à négocier. En faisant ces pourparlers avec bonne volonté et dans le respect des droits réciproques, ils s'apercevront qu'un succès honorable n'est jamais exclu des négociations loyales et actives. Ils se sentiront grands – de la véritable grandeur – si, faisant taire les voix de la passion, aussi bien collective que privée, et faisant droit à la raison, ils épargnent le sang de leurs frères et soustraient leur Patrie à la ruine. »

Ainsi Pie XII s'adressa, le 24 août 1939, aux gouvernants et aux peuples dans l'imminence de la guerre. Ce n'étaient pas des paroles de pacifisme vide, ni de silence complice sur les nombreuses violations de la justice qui avaient lieu en de nombreux endroits. Dans ce message radio, qu'encore certains se souviennent d'avoir entendu, l'appel du Pontife romain invoquait le « respect des droits réciproques » comme prémisses à des négociations de paix fructueuses.

LA NARRATION MEDIATIQUE

Si l'on observe ce qui se passe en Ukraine, sans se laisser abuser par les falsifications macroscopiques des grands médias, on se rend compte que le « respect des droits mutuels » a été complètement ignoré ; au contraire, on a l'impression que l'Administration Biden, l'OTAN et l'Union Européenne veulent délibérément maintenir une situation de déséquilibre flagrant, précisément pour rendre impossible toute tentative de règlement pacifique de la crise ukrainienne, provoquant la Fédération de Russie pour déchaîner un conflit. Là réside la gravité du problème. C'est le piège tendu à la fois à la Russie et à l'Ukraine, les deux étant utilisées pour permettre à l'élite mondialiste de mener à bien son plan criminel.

Que l'on ne soit pas étonné si le pluralisme et la liberté d'expression, tant vantés dans les pays qui se prétendent démocratiques, soient quotidiennement désavoués par la censure et l'intolérance à l'égard des opinions qui ne sont pas conformes au récit officiel : les manipulations de ce type sont devenues la norme pendant la soi-disant pandémie, au détriment des médecins, des scientifiques et des journalistes dissidents, qui ont été discrédités et ostracisés simplement parce qu'ils ont osé remettre en question l'efficacité des sérums expérimentaux. Deux ans plus tard, la vérité sur les effets indésirables et la gestion peu judicieuse de l'urgence sanitaire leur donne raison, mais elle est obstinément ignorée parce qu'elle ne correspond pas à ce que le système voulait et veut encore aujourd'hui.

Si les médias du monde entier ont pu jusqu'à présent mentir sans aucune honte sur une question de stricte pertinence scientifique, en répandant des mensonges et en dissimulant la réalité, nous devrions nous demander pourquoi, dans la situation actuelle, ils devraient soudainement retrouver l'honnêteté intellectuelle et le respect du code de déontologie qu'ils ont largement répudiés avec la Covid.

Mais si cette fraude colossale a été soutenue et diffusée par les médias, il faut reconnaître que les institutions sanitaires nationales et internationales, les gouvernements, les juges, les forces de l'ordre et la Hiérarchie catholique elle-même ont été responsables – chacun dans sa propre sphère avec des actions de soutien ou avec l'omission d'interventions contrastées – du désastre qui a affecté des milliards de personnes dans leur santé, leurs biens, l'exercice de leurs droits et même leur vie. Encore une fois, il est difficile d'imaginer que celui qui s'est rendu coupable de tels crimes pour une pandémie délibérément voulue et amplifiée malicieusement puisse aujourd'hui avoir un sursaut de dignité et monter de la sollicitude envers ses citoyens et sa patrie lorsqu'une guerre menace leur sécurité et leur économie.

Celles-ci peuvent être les réflexions prudentes de celui qui souhaite rester neutre et regarder avec détachement et presque désintéressement ce qui se passe autour de lui. Mais si seulement l'on approfondit la connaissance des faits et l'on se documente avec des sources autorisées et objectives, on découvre que les doutes et les perplexités se transforment rapidement en certitudes inquiétantes.

Même si l'on se limite à l'aspect économique, on constate que l'information, la politique et les institutions publiques elles-mêmes dépendent d'un petit nombre de groupes financiers dirigés par une oligarchie qui, de manière significative, est unie non seulement par l'argent et le pouvoir, mais aussi par l'affiliation idéologique qui oriente son action et ses ingérences dans la politique des nations et du monde entier. Cette oligarchie montre ses tentacules dans l'ONU, l'OTAN, le *World Economic Forum* (WEF), l'Union Européenne et dans des institutions 'philanthropiques' telles que *l'Open Society* de George Soros et la *Bill & Melinda Gates Foundation*.

Toutes ces entités sont privées et n'ont de comptes à rendre à personne d'autre qu'elles-mêmes. En même temps, elles ont le pouvoir d'influencer les gouvernements nationaux, y compris par l'intermédiaire de leurs propres représentants élus ou nommés à des postes clés. Ils l'admettent eux-mêmes, reçus avec tous les honneurs par les chefs de gouvernement et les leaders mondiaux, à commencer par le Premier Ministre italien Mario Draghi ([ici](#)), et respectés et craints par ces derniers comme les véritables maîtres du destin du monde. Ainsi, qui détient le pouvoir *au nom du peuple souverain*, se retrouve à piétiner sa volonté et à limiter ses droits, afin d'obéir comme un courtisan à des individus que personne n'a élu et qui pourtant dictent l'agenda politique et économique aux nations.

Cela nous amène à la crise en Ukraine, qui nous est présentée comme le résultat de l'arrogance expansionniste de Vladimir Poutine envers un État indépendant et démocratique sur lequel il revendiquerait des droits absurdes. Le 'belliciste Poutine' serait en train de massacrer la population sans défense, qui s'est courageusement levée pour défendre sa patrie, les frontières sacrées de la Nation et les libertés ~~asservies~~ piétinées des citoyens. L'Union européenne et les États-Unis, les 'défenseurs de la démocratie', ne pourraient donc ne pas intervenir, par le biais de l'OTAN, pour restaurer l'autonomie de l'Ukraine, chasser l'"envahisseur" et assurer la paix. Face à l'"arrogance du tyran", les peuples devraient s'unir, en imposant des sanctions à la Fédération de Russie et envoyant des soldats, des armements et une aide économique au 'pauvre' président Zelensky, 'héros' national et 'défenseur' de son peuple. Comme preuve de la 'violence' de Poutine, les médias ont diffusé des images de bombardements, de rafles et de destruction, en accusant la Russie. D'ailleurs, afin de garantir une 'paix durable', l'Union européenne et l'OTAN accueillent l'Ukraine dans leurs rangs à bras ouverts. Et pour empêcher la 'propagande soviétique', l'Europe interdit *Russia Today* et *Sputnik*, garantissant que l'information soit 'libre et indépendante'.

C'est le récit officiel, auquel tout le monde se conforme ; comme nous sommes en guerre, la dissension devient immédiatement désertion, et les dissidents sont coupables de trahison et méritent des sanctions plus ou moins sévères, à commencer par l'exécration publique et l'ostracisme, bien expérimentés avec la Covid à l'égard des 'no-vax'. Mais la vérité, si l'on

veut la connaître, permet de voir les choses différemment et de juger les faits pour ce qu'ils sont et non à la manière dont ils nous sont présentés. C'est un véritable *dévoilement*, comme l'indique l'étymologie du mot grec ἀλήθεια. Ou peut-être, d'un point de vue eschatologique, une *révélation*, une ἀποκάλυψις.

L'EXPANSION DE L'OTAN

Tout d'abord, nous devons nous rappeler les faits, qui ne mentent pas et ne sont pas susceptibles d'être modifiés. Et les faits, aussi gênants soient-ils pour ceux qui tentent de les censurer, nous apprennent que depuis la chute du Mur de Berlin, les États-Unis ont étendu leur sphère d'influence politique et militaire à presque tous les États satellites de l'ancienne Union Soviétique : encore récemment, en annexant à l'OTAN la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie (1999), l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017) et la Macédoine du Nord (2020). L'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord est sur le point d'être élargie à l'Ukraine, la Géorgie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie. En pratique, la Fédération de Russie se trouve sous la menace militaire – armes et bases de missiles – à quelques kilomètres de sa frontière, alors qu'elle ne dispose d'aucune base militaire aussi proche des États-Unis.

Envisager l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine sans susciter les protestations légitimes de la Russie est pour le moins déconcertant, surtout si l'on tient compte du fait que l'OTAN s'était engagée auprès du Kremlin en 1991 à ne pas s'étendre davantage. En outre, à la fin de l'année 2021, *Der Spiegel* a publié les projets d'un traité avec les États-Unis et un accord avec l'OTAN sur les garanties de sécurité ([ici](#), [ici](#) et [ici](#)) ; Moscou demandait à ses partenaires occidentaux des garanties juridiques qui empêcheraient la poursuite de l'expansion de l'OTAN vers l'Est en intégrant l'Ukraine au bloc et en établissant des bases militaires dans les pays post-soviétiques. Les propositions contenaient également une clause prévoyant de ne pas déployer d'armes d'attaque de l'OTAN près des frontières de la Russie et de retirer les forces de l'alliance en Europe orientale sur leurs positions de 1997.

Comme nous pouvons le constater, l'OTAN n'a pas respecté ses engagements ou, du moins, a forcé la situation à un moment très délicat pour les équilibres géopolitiques. Nous devrions nous demander pourquoi les États-Unis – ou plutôt : l'*État profond* américain, qui a repris le pouvoir après la fraude électorale qui a porté Joe Biden à la Maison Blanche – veulent créer des tensions avec la Russie et impliquer ses partenaires européens dans le conflit, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer.

Comme l'a observé lucidement le général Marco Bertolini, ancien commandant du Haut Commandement Inter-Forces : « Les États-Unis ne se sont pas contentés de gagner la guerre froide, mais ont également voulu humilier [la Russie] en s'emparant de tout ce qui, d'une certaine manière, relevait de leur zone d'influence. [Poutine] a supporté pour les Pays Baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie : pour l'Ukraine qui lui aurait retiré toute possibilité d'accès à la Mer Noire, il a réagi » ([ici](#)). Et il ajoute : « Il y a un problème avec l'emprise du régime, une situation a été créée avec un premier ministre plutôt improbable, [Zelensky est] quelqu'un qui vient du monde du show-business. » En cas d'attaque des États-Unis contre la Russie, le général ne manque pas de rappeler que « les Global Hawks qui survolent l'Ukraine partent de Sigonella, en Italie, qui est en grande partie une base militaire américaine. Le risque est là, il est présent et réel »

(<https://www.liberoquotidiano.it/news/esteri/30597306/ucraina-generale-marco-bertolini-joe-biden-umiliato-russia-ragioni-guerra.html>).

INTERETS DERIVANTS DE L'ARRET DES FOURNITURES DU GAZ RUSSES

Nous devrions également nous demander si derrière la déstabilisation de l'équilibre délicat entre l'Union Européenne et la Russie, ne se trouvent pas aussi des intérêts économiques découlant de la nécessité pour les pays de l'UE d'être approvisionnés en gaz liquide américain (pour lequel, en outre, des regazéificateurs sont nécessaires, dont de nombreux pays ne disposent pas et pour lequel nous devrions de toute façon payer beaucoup plus cher) au lieu du gaz russe (qui est plus respectueux de l'environnement).

La décision d'ENI de suspendre son investissement dans le gazoduc Blue Stream de Gazprom (de la Russie à la Turquie) signifie également la privation d'une autre source d'approvisionnement, puisqu'il alimente le gazoduc Trans Atlantic Pipeline (de la Turquie à l'Italie).

Ce n'est donc pas une coïncidence si, en août 2021, Zelensky a déclaré qu'il considérait le gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne comme « une arme dangereuse, non seulement pour l'Ukraine mais pour toute l'Europe » ([ici](#)) : en contournant l'Ukraine, il prive Kiev d'environ un milliard d'euros par an de revenus provenant des droits de transit. « Nous considérons ce projet exclusivement à travers le prisme de la sécurité et le considérons comme une arme géopolitique dangereuse du Kremlin », a déclaré le Président ukrainien, rejoignant ainsi l'Administration Biden. La sous-secrétaire d'État, Victoria Nuland, a déclaré : « Si la Russie envahit l'Ukraine, le Nord Stream 2 ne se fera pas ». Et ainsi en a-t-il été, non sans avoir causé de graves dommages économiques aux investissements allemands.

Toujours au sujet des intérêts américains en Ukraine, il convient également de mentionner les laboratoires virologiques situés dans le pays, sous le contrôle du Pentagone et où il semble que seuls des spécialistes américains bénéficiant de l'immunité diplomatique soient employés, rendant directement compte au Ministère américain de la Défense.

Il faudrait rappeler également la dénonciation par Poutine de la collecte des données génomiques de la population, qui peuvent être utilisées pour des armes bactériologiques génétiquement sélectionnées ([ici](#), [ici](#) et [ici](#)). Les informations sur les activités des laboratoires en Ukraine sont bien sûr difficiles à confirmer, mais on comprend que la Fédération de Russie ait estimé, non sans raison, qu'ils pouvaient constituer une menace bactériologique supplémentaire pour la sécurité de la population. L'ambassade des États-Unis a retiré de son site Internet tous les dossiers relatifs au *Biological Threat Reduction Programme* ([ici](#)).

Maurizio Blondet écrit : « A l'*Event 201*, qui simulait l'explosion de la pandémie un an avant qu'elle ne se produise, participait (avec les habitués Bill et Melinda) l'Université John Hopkins, apparemment inoffensive, avec son respectable *Center for Health Security*. L'institution humanitaire a longtemps porté un nom moins innocent : elle s'appelait le *Center for Civilian Biodefense Strategies* et ne s'intéressait pas à la santé des Américains, mais à son contraire : la réponse aux attaques bio-terroristes. Il s'agit pratiquement d'une organisation civilo-militaire qui, lorsqu'elle a tenu sa première conférence en février 1999 à Crystal City, Arlington, où se trouve le Pentagone, a réuni 950 médecins, militaires, fonctionnaires fédéraux et responsables de la santé pour un exercice de simulation. L'objectif de la simulation était de contrer une supposée attaque de variole 'militarisée'. Ce n'est que le premier des exercices qui déboucheront à l'*Event 201* et à l'imposture de la pandémie ([ici](#)).

Des expériences sur les militaires ukrainiens émergent également ([ici](#)), ainsi que des interventions de l'ambassade américaine auprès du procureur ukrainien Lutsenko en 2016 pour qu'il n'enquête pas sur « un cycle de financement de milliards de dollars entre G. Soros et B. Obama » ([ici](#)).

UNE MENACE INDIRECTE AUX VISÉES EXPANSIONNISTES DE LA CHINE À L'EGARD de TAIWAN

La crise actuelle en Ukraine a des conséquences secondaires, mais non moins graves, sur l'équilibre géopolitique entre la Chine et Taïwan. La Russie et l'Ukraine sont les seuls producteurs de palladium et de néon, qui sont indispensables à la production de puces électroniques.

« Les éventuelles représailles de Moscou ont attiré davantage l'attention ces derniers jours après que le groupe d'études de marché Techcet, a publié un rapport soulignant la dépendance de nombreux fabricants de semi-conducteurs à l'égard de matériaux d'origine russe et ukrainienne tels que le néon, le palladium et autres. Techcet estime que plus de 90% de l'approvisionnement américain en néon pour les semi-conducteurs provient d'Ukraine, tandis que 35% du palladium américain provient de Russie. [...] Selon la *US International Trade Commission*, les prix du néon ont augmenté de 600% avant l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie [...] en 2014, car les entreprises de puces se sont appuyées sur certaines entreprises ukrainiennes » ([ici](#)).

« S'il est vrai qu'une invasion chinoise de Formose mettrait en péril la chaîne d'approvisionnement technologique mondiale, il est également vrai qu'une pénurie soudaine de matières premières en provenance de Russie pourrait stopper la production, de sorte que l'île perdrait son 'bouclier à microprocesseurs' et inciterait Pékin à tenter l'annexion de Taïpei. »

LE CONFLIT D'INTÉRÊT DES BIDEN EN UKRAINE

Une autre question qui tend à ne pas être analysée en profondeur est celle relative à Burisma, une société pétrolière et gazière qui opère sur le marché ukrainien depuis 2002. Rappelons que « pendant la présidence américaine de Barack Obama (de 2009 à 2017) le bras droit avec une 'délégation' sur la politique internationale était précisément Joe Biden et depuis lors date la 'protection' offerte par le leader démocratique américain aux nationalistes ukrainiens, une ligne qui a créé le désaccord irrémédiable entre Kiev et Moscou. [...] Joe Biden, au cours de ces années, a poursuivi la politique visant à rapprocher l'Ukraine de l'OTAN. Il voulait retirer le pouvoir politique et économique à la Russie. [...] Ces dernières années, le nom de Joe Biden a également été associé à un scandale sur l'Ukraine, qui avait fait vaciller aussi sa candidature. [...] En avril 2014 Burisma Holdings, la plus grande société énergétique ukrainienne (active dans le gaz et le pétrole), embauche Hunter Biden pour un contrat de consultant [...] avec un salaire de 50 000 dollars par mois. Tout est transparent, si ce n'est que pendant ces mois, Joe Biden a poursuivi la politique américaine visant à ce que l'Ukraine reprenne possession des zones du Donbass qui sont devenues aujourd'hui des Républiques reconnues par la Russie. La région de Donetsk serait riche en gisements de gaz inexploités qui ont atterri dans le viseur de Burisma Holdings. Une politique internationale mêlée à une politique économique qui a fait sourciller même les médias américains à l'époque ». ([ici](#)).

Les Démocrates soutinrent que Trump avait créé un scandale médiatique pour nuire à la campagne de Biden, mais ses accusations se sont avérées vraies par la suite. Joe Biden lui-même, lors d'une réunion au *Council for Foreign Relations* des Rockefeller, a admis qu'il était intervenu auprès du Président de l'époque, Petro Porochenko, et du Premier Ministre, Arsenij Yatseniuk, pour empêcher les enquêtes menées par le Procureur Général Viktor Shokin sur son fils Hunter. Biden avait menacé « de retenir une garantie de prêt d'un milliard de dollars aux États-Unis lors d'un voyage à Kiev en décembre 2015 », rapporte le *New York Post* ([ici](#)). « Si le magistrat n'est pas renvoyé, vous n'aurez pas l'argent ». ([ici](#) et [ici](#)). Et le procureur a effectivement été renvoyé, sauvant Hunter d'un autre scandale après ceux dans lesquels il était impliqué.

L'ingérence de Biden dans la politique de Kiev, en échange de faveurs accordées à la Burisma et aux oligarques corrompus, confirme l'intérêt de l'actuel Président des États-Unis à protéger sa famille et sa propre image, en alimentant les troubles en Ukraine, voire une guerre. Comment une personne qui utilise sa position pour s'occuper de ses propres affaires et couvrir les crimes des membres de sa famille peut-elle gouverner honnêtement et sans être soumise à un chantage ?

LA QUESTION NUCLÉAIRE UKRAINIENNE

Enfin, il y a la question des armes nucléaires ukrainiennes. Le 19 février 2022, lors d'une conférence à Munich, Zelensky annonce son intention de mettre fin au Mémorandum de Budapest (1994), qui interdit à l'Ukraine le développement, la prolifération et l'utilisation des armes atomiques. Parmi les autres clauses du Mémorandum figure celle qui oblige la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni à s'abstenir d'exercer des pressions économiques sur l'Ukraine pour influencer sa politique : les pressions exercées par le FMI et les États-Unis pour la concession d'aides économiques en échange de réformes conformes au *Great Reset* constituent une autre violation de l'accord.

L'ambassadeur d'Ukraine à Berlin, Andriy Melnyk, a soutenu à la radio *Deutschlandfunk* en 2021 que l'Ukraine devait retrouver son statut nucléaire si le pays ne parvenait pas à rejoindre l'OTAN. Les centrales nucléaires ukrainiennes sont gérées, reconstruites et entretenues par l'entreprise publique *NAEK Energoatom*, qui a complètement mis fin à ses relations avec les entreprises russes entre 2018 et 2021 ; ses principaux partenaires sont des entreprises qu'on peut faire remonter jusqu'au gouvernement américain. Il est facile de comprendre comment la Fédération de Russie considère la possibilité pour l'Ukraine d'acquérir des armes nucléaires comme une menace et exige que Kiev adhère au pacte de non-prolifération.

LA RÉVOLUTION COLORÉE EN UKRAINE ET L'INDÉPENDANCE DE LA CRIMÉE, DE DONETSK ET DE LUGANSK

Un autre fait. En 2013, après que le gouvernement du Président Viktor Janukovyč a décidé de suspendre l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne et de nouer des relations économiques plus étroites avec la Russie, une série de manifestations connues sous le nom d'*Euromaïdan* a commencé, qui durèrent plusieurs mois et aboutirent à la révolution qui a renversé Janukovyč et conduisit à l'installation d'un nouveau gouvernement. Une opération parrainée par George Soros, comme il l'a candidement déclaré lui-même à CNN : « J'ai une fondation en Ukraine depuis avant qu'elle ne devienne indépendante de la Russie ; cette fondation a toujours été en activité et a joué un rôle décisif dans les événements d'aujourd'hui » ([ici](#), [ici](#) et [ici](#)). Ce changement de gouvernement a provoqué la réaction des partisans de Janukovyč et d'une partie de la population ukrainienne opposée à la tournure pro-occidentale des événements, qui n'était pas souhaitée par la population mais obtenue par une révolution colorée, dont la répétition générale avait eu lieu les années précédentes en Géorgie, en Moldavie et en Biélorussie.

Après les affrontements du 2 mai 2014, dans lesquels sont également intervenues des franges paramilitaires nationalistes (dont celles du *Pravyj Sektor*), advint aussi le massacre d'Odessa. Ces terribles événements furent également rapportés avec scandale par la presse occidentale ; Amnesty International ([ici](#)) et l'ONU dénoncèrent ces crimes en documentant leur caractère odieux. Mais aucun tribunal international n'a engagé de procédure contre les responsables, comme on voudrait le faire aujourd'hui contre les crimes présumés de l'armée russe.

Parmi les nombreux accords non respectés figure le Protocole de Minsk, signé le 5 septembre 2014 par le Groupe de Contact Trilatéral sur l'Ukraine, composé de représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République Populaire de Donetsk et de la République

Populaire de Lougansk. Parmi les points de l'accord figuraient le retrait des groupes armés illégaux, des équipements militaires, ainsi que des combattants et des mercenaires du territoire ukrainien sous la supervision de l'OSCE et le désarmement de tous les groupes illégaux. Contrairement à ce qui avait été convenu, les groupes paramilitaires néo-nazis sont non seulement reconnus officiellement par le gouvernement, mais leurs membres se voient même attribuer des postes officiels.

Toujours en 2014, la Crimée, Donetsk et Lougansk ont déclaré leur indépendance de l'Ukraine – au nom de l'autodétermination des peuples reconnue par la communauté internationale – et se sont déclarés annexés à la Fédération de Russie. Le gouvernement ukrainien refuse toujours de reconnaître l'indépendance de ces régions, sanctionnée par un référendum populaire, et laisse les milices néonazies et les forces militaires régulières libres d'infliger des violences à la population, puisqu'il considère ces entités comme des organisations terroristes. Il est vrai que les deux référendums du 2 novembre sont une déformation du Protocole de Minsk, qui prévoyait seulement une décentralisation du pouvoir et une forme de statut spécial pour les régions de Donetsk et de Lougansk.

Comme l'a récemment souligné le professeur Franco Cardini, « le 15 février 2022, la Russie a remis aux États-Unis un projet de traité visant à mettre fin à cette situation et à défendre les populations russophones. Parti à la poubelle. Cette guerre a commencé en 2014 » ([ici](#) et [ici](#)). Et ce fut une guerre dans les intentions de ceux qui voulaient combattre la minorité russe dans le Donbass : « Nous aurons des emplois, des pensions et pas eux. Nous aurons des primes pour les enfants, et ils n'en auront pas. Nos enfants auront des écoles et des jardins d'enfants, leurs enfants seront au sous-sol. Ainsi nous allons gagner cette guerre », a déclaré le Président Petro Porochenko en 2015 ([ici](#)). (<https://twitter.com/nerosolari/status/1498006809562566665>).

L'assonance avec la discrimination envers les 'no-vax', privés de travail, de salaire, de scolarité, n'échappera pas. Huit années de bombardements à Donetsk et à Lougansk, avec des centaines de milliers de victimes, 150 enfants morts, des cas graves de torture, de viol, d'enlèvement et de discrimination ([ici](#)).

Le 18 février 2022, les Présidents de Donetsk, Denis Pouchkine, et de Lougansk, Leonid Pasechnik, ont ordonné l'évacuation de la population civile vers la Fédération de Russie en raison des affrontements en cours entre la Milice Populaire du Donbass et les Forces Armées Ukrainiennes. Le 21 février, la Douma d'État (Chambre basse du Parlement russe) a ratifié à l'unanimité les traités d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle présentés par le Président Poutine avec les Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk. Dans le même temps, le Président russe ordonnait le déploiement de troupes de la Fédération de Russie pour rétablir la paix dans la région du Donbass.

On peut se demander pourquoi, dans une situation de violation flagrante des droits de l'homme par des forces militaires et des appareils paramilitaires néonazis (qui hissent des drapeaux à croix gammée et affichent l'effigie d'Adolf Hitler) contre la population russophone des républiques indépendantes, la communauté internationale doit considérer l'intervention de la Fédération de Russie comme condamnable, et même rendre Poutine responsable des violences. Où est reconnu par la communauté internationale le droit à l'autodétermination des peuples, tant vanté, qui était valable le 24 août 1991 pour la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine ? Et pourquoi l'intervention russe en Ukraine suscite-t-elle aujourd'hui un tel tollé, alors que l'OTAN a mené des interventions en Yougoslavie (1991), au Kosovo (1999), en Afghanistan (2001), en Irak (2003), en Libye et en Syrie (2011), sans que personne ne soulève d'objections ? Sans oublier qu'au cours des dix dernières années, Israël a frappé à plusieurs reprises des cibles militaires en Syrie, en Iran et au Liban pour éviter la création d'un front armé hostile à sa frontière nord, et qu'aucune Nation n'a proposé de sanctions contre Tel Aviv.

Il est consternant de voir l'hypocrisie avec laquelle l'Union Européenne et les Etats-Unis – Bruxelles et Washington – apportent leur soutien inconditionnel au Président Zelensky, dont le gouvernement persécute impunément depuis huit ans les Ukrainiens russophones ([ici](#)), à qui il est même interdit de s'exprimer dans leur propre langue dans une nation aux nombreux groupes ethniques, dont le russe représente 17,2%. Et il est scandaleux qu'ils gardent le silence sur l'utilisation par l'armée ukrainienne de civils comme boucliers humains, en plaçant des emplacements anti-aériens à l'intérieur des centres de population, des hôpitaux, des écoles et des jardins d'enfants, précisément pour que leur destruction fasse des morts parmi la population.

Les médias *mainstream* se gardent bien de montrer les images de soldats russes aidant les civils à rejoindre des lieux sûrs ou organisant des couloirs humanitaires, sur lesquels les milices ukrainiennes tirent.

De même, les règlements de compte, les massacres, les violences et les vols commis par des franges de la population civile, auxquelles Zelensky a fourni des armes, sont passés sous silence : les vidéos que l'on peut voir sur le web donnent une idée du climat de guerre civile savamment entretenu par le gouvernement ukrainien. A cela s'ajoutent les prisonniers libérés pour être enrôlés dans l'armée et les volontaires de la légion étrangère : une masse d'exaltés sans règles et sans formation qui va contribuer à aggraver la situation et à la rendre ingérable.

LE PRÉSIDENT VOLODYMYR OLEKSANDROVYČ ZELENSKY

Comme cela a été souligné dans de nombreux milieux, la candidature et l'élection du Président ukrainien Zelensky répondent à ce cliché, inauguré ces dernières années, du comédien ou du showman se prêtant à la politique. Il ne faut pas croire que l'absence d'un *cursus honorum* approprié est un obstacle à l'ascension au sommet des institutions, au contraire : plus une personne est apparemment étrangère au monde des partis, plus on peut supposer que sa réussite est déterminée par ceux qui sont au pouvoir. Les performances *en travesti* de Zelensky sont parfaitement cohérentes avec l'idéologie LGBTQ qui est considérée par ses sponsors européens comme une exigence indispensable du programme de 'réformes' que chaque pays doit adopter, au même titre que l'égalité des sexes, l'avortement et l'économie verte. Il n'est pas étonnant que Zelensky, membre du WEF ([ici](#)), ait pu bénéficier du soutien de Schwab et de ses alliés pour arriver au pouvoir et réaliser le *Great Reset* en Ukraine également.

La série télévisée de 57 épisodes que Zelensky a produite et dans laquelle il a joué montre la planification médiatique de sa candidature à la présidence de l'Ukraine et de sa campagne électorale. Dans la fiction *Le serviteur du peuple*, il joue le rôle d'un professeur de lycée qui devient inopinément Président de la République et lutte contre la corruption de la politique. Ce n'est pas un hasard si cette série d'une médiocrité totale a néanmoins remporté le *WorldFest Remi Award* (États-Unis, 2016), s'est hissée parmi les quatre finalistes de la catégorie comédie aux *Seoul International Drama Awards* (Corée du Sud) et a reçu le prix *Intermedia Globe Silver* dans la catégorie des séries télévisées de divertissement au *World Media Film Festival* de Hambourg.

L'écho médiatique obtenu par Zelensky avec la série télévisée lui a valu plus de 10 millions de *followers* sur Instagram et a créé les prémises de la création du parti homonyme *Serviteur du peuple*, dont Ivan Bakanov est également membre. Il est le directeur général et actionnaire (avec Zelensky lui-même et l'oligarque Kolomoisky) du studio *Kvartal 95*, propriétaire de la chaîne de télévision TV 1+1. L'image de Zelensky est un produit artificiel, une *fiction* médiatique, une opération de manipulation du consensus qui a toutefois réussi à créer dans l'imaginaire collectif ukrainien le personnage politique qui, dans la réalité et non dans la *fiction*, a conquis le pouvoir.

« Un mois seulement avant les élections de 2019 qui l'ont vu gagner, Zelensky aurait vendu la société [*Kvartal 95 Studio*] à un ami, tout en trouvant le moyen de faire bénéficier sa famille du produit de l'entreprise qu'il avait officiellement abandonnée. Cet ami était Serhiy Shefir, qui a ensuite été nommé Conseiller à la Présidence. [...] Les actions ont été vendues à *Maltex Multicapital Corp.*, une société appartenant à Shefir et enregistrée dans les Îles Vierges Britanniques » ([ici](#)).

L'actuel Président ukrainien a fait la promotion de sa campagne électorale avec une publicité extrêmement inquiétante dans laquelle, en tenant deux mitraillettes, il tire sur des membres du Parlement, les désignant comme corrompus ou soumis à la Russie. Cependant, la prétention du Président ukrainien à être un 'serviteur du peuple' contre la corruption ne correspond pas à l'image qui se dégage des *Pandora Papers*, dans lesquels apparaissent 40 millions de dollars qui lui ont été versés à la veille des élections par le milliardaire juif Kolomoisky¹ sur des comptes offshore (<https://www.kyivpost.com/business/slidstvo-info-journalists-confirm-zelenskys-40-million-tie-with-kolomoisky-video.html> [ici](#) et [ici](#))². Beaucoup, dans son pays, l'accusent d'avoir pris le pouvoir aux oligarques pro-russes, non pas pour le donner au peuple ukrainien, mais pour renforcer son propre groupe d'intérêt et se débarrasser en même temps de ses adversaires politiques : « Il a liquidé les ministres de la vieille garde, en premier lieu le puissant ministre de l'intérieur Avakov. Il a mis à la retraite le président de la Cour Constitutionnelle qui bloquait ses lois. Il a fermé sept chaînes de télévision de l'opposition. Il a arrêté Viktor Medvedcuk, pro-russe mais surtout leader de *Plateforme d'opposition-Pour la vie*, le deuxième parti du parlement ukrainien après son *Serviteur du peuple*. Il juge, pour trahison, également l'ancien Président Porochenko, qui était soupçonné de tout sauf d'être de mèche avec les Russes ou leurs amis. Le maire de Kiev, le populaire ancien champion du monde de boxe Vitaly Klitchko, a déjà été la cible de certaines perquisitions. En bref, Zelensky semble vouloir faire le ménage derrière quiconque ne s'aligne pas sur sa politique » ([ici](#)).

<https://www.fanpage.it/esteri/chi-e-volodymir-zelensky-il-presidente-comico-dellucraina-concui-e-meglio-non-scherzare/>

Le 21 avril 2019, il est élu Président de l'Ukraine avec 73,22 % des voix et le 20 mai, il prête serment ; le 22 mai 2019, il nomme Ivan Bakanov, Directeur Général de *Kvartal 95*, premier chef adjoint des Services de Sécurité de l'Ukraine et Chef de la Direction principale de la lutte contre la corruption et le crime organisé de la Direction centrale des Services de Sécurité de l'Ukraine. Aux côtés de Bakanov, il convient de mentionner Mykhailo Fedorov, Vice-président et Ministre de la Transformation Numérique, membre du WEF.

Zelensky a lui-même admis qu'il était inspiré par le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau ([ici](#)).

LES RELATIONS DE ZELENSKY AVEC LE FMI ET LE FEM

Comme l'a montré le tragique précédent de la Grèce, la souveraineté nationale et la volonté du peuple exprimée par les Parlements sont *de facto* annulées par les décisions de la haute finance internationale, qui interfère dans les politiques des gouvernements par le chantage et une véritable extorsion économique. Le cas de l'Ukraine, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, ne fait pas exception.

Peu après l'élection de Zelensky, le Fonds Monétaire International a menacé de retenir le prêt de 5 milliards s'il ne se pliait pas à ses exigences. Lors d'une conversation téléphonique avec la Directrice Générale du FMI, Kristalina Georgieva, le Président ukrainien a été réprimandé pour avoir remplacé Yakiv Smolii par son propre homme, Kyrylo Shevchenko, qui était moins enclin à se conformer aux diktats du FMI. Anders Åslund écrit dans *Atlantic Council* : « Les problèmes entourant le gouvernement Zelensky s'aggravent de manière alarmante. Tout d'abord, depuis mars 2020, le Président a mené un retour en arrière non

seulement sur les réformes menées sous lui, mais aussi sur celles initiées par son prédécesseur Petro Porochenko. Deuxièmement, son gouvernement n'a pas fait de propositions plausibles pour répondre aux préoccupations du FMI concernant les engagements non respectés par l'Ukraine. Troisièmement, le Président ne semble plus disposer d'une majorité parlementaire au pouvoir et semble désintéressé par la formation d'une majorité réformiste » ([ici](#)).

Il est clair que les interventions du FMI ont pour but d'amener le gouvernement ukrainien à s'engager dans les politiques économiques, fiscales et sociales dictées par l'agenda mondialiste, à commencer par l'"indépendance" de la Banque Centrale Ukrainienne vis-à-vis du gouvernement : un euphémisme par lequel le FMI demande au gouvernement de Kiev de renoncer à son contrôle légitime sur sa Banque Centrale, qui est l'un des moyens d'exercer la souveraineté nationale, avec l'émission la question de la monnaie et la gestion de la dette publique. D'autre part, quatre mois plus tôt seulement, Kristalina Georgieva avait lancé le *Great Reset* avec Klaus Schwab, le prince Charles et le secrétaire général des Nations Unies António Guterres.

Ce qui n'a pu être réalisé sous les gouvernements précédents a été accompli sous la Présidence de Zelensky, qui est entré dans les bonnes grâces du WEF avec le nouveau gouverneur de la BCU, Kyrylo Shevchenko. Ce dernier, pour montrer sa servilité, a écrit moins d'un an plus tard un article pour le FEM intitulé *Les banques centrales sont essentielles aux objectifs climatiques des pays et l'Ukraine montre la voie à suivre* ([ici](#)). Et voilà réalisé, sous le chantage, l'*Agenda 2030*.

D'autres entreprises ukrainiennes ont également des liens avec le WEF : la *State Savings Bank of Ukraine* (l'une des plus grandes institutions financières d'Ukraine), le *DTEK Group* (un important investisseur privé dans le secteur énergétique ukrainien) et *Ukr Land Farming* (un important producteur agricole). La banque, l'énergie et l'alimentation sont des secteurs parfaitement en phase avec le *Great Reset* et la Quatrième Révolution Industrielle théorisées par Klaus Schwab.

Le 4 février dernier, le Président ukrainien a fermé sept chaînes de télévision, dont *ZIK*, *Newsonet* et *112 Ukraine*, coupables de ne pas soutenir son gouvernement. Anna Del Frio écrit : « La Fédération européenne des journalistes et la Fédération internationale des journalistes, entre autres, ont fermement condamné cet acte liberticide et demandé la levée immédiate du veto. Les trois radiodiffuseurs ne seront plus autorisés à émettre pendant cinq ans : ils emploient environ 1500 personnes, dont l'emploi est désormais menacé. Il n'y a pas de véritable raison de fermer ces trois réseaux, si ce n'est l'arbitraire des dirigeants politiques ukrainiens, qui les accusent de menacer la sécurité de l'information et d'être sous 'influence russe malveillante'. La *NUJU*, le syndicat des journalistes ukrainiens, a également vivement réagi en parlant d'une atteinte extrêmement grave à la liberté d'expression, puisque des centaines de journalistes ont été privés de la possibilité de s'exprimer et des centaines de milliers de citoyens ont été privés du droit d'être informés. » Comme on peut le voir, ce dont Poutine est accusé est réalisé par Zelensky et, plus récemment, par l'Union européenne avec la complicité des plateformes sociales. Elle poursuit : « "Le black-out des chaînes de télévision est l'une des formes les plus extrêmes de restriction de la liberté de la Presse" a déclaré le secrétaire général de la FEJ, Ricardo Gutierrez. "Les États ont l'obligation d'assurer un pluralisme effectif de l'information. Il est clair que le veto présidentiel n'est pas du tout conforme aux normes internationales en matière de liberté d'expression". » ([ici](#)).

Il serait intéressant de savoir quelles ont été les déclarations de la Fédération européenne des journalistes et de la Fédération internationale des journalistes après le black-out de *Russia Today* et de *Sputnik* en Europe.

LES MOUVEMENTS NEO-NAZIS ET EXTREMISTES EN UKRAINE

Un pays qui appelle la communauté internationale à l'aide humanitaire pour défendre sa population contre l'agression russe devrait, dans l'imaginaire collectif, se distinguer par son respect des principes démocratiques et de la législation interdisant les activités et la propagande des idéologies extrémistes.

En Ukraine, les mouvements néo-nazis engagés dans des actions militaires et paramilitaires opèrent sans être inquiétés, souvent avec le soutien officiel des institutions publiques. Il s'agit notamment de : l'*Organisation des Nationalistes Ukrainiens* (OUN) de Stepan Bandera, à matrice nazie, antisémite et raciste, déjà active en Tchétchénie et faisant partie du *Right Sector*, une association de mouvements d'extrême droite formée lors du coup d'État *Euromaïdan* de 2013/2014 ; l'*Armée Insurrectionnelle Ukrainienne* (UPA) ; l'UNA/UNSO, une aile paramilitaire du parti ukrainien d'extrême droite *Ukraine National Assemble* ; la Confrérie Korchinsky, qui a offert une protection à Kiev aux membres de Daesh ([ici](#)) ; *Misanthropic Vision* (MD), un réseau néonazi présent dans 19 pays, qui incite publiquement au terrorisme, à l'extrémisme et à la haine contre les chrétiens, les musulmans, les juifs, les communistes, les homosexuels, les Américains et les personnes de couleur ([ici](#)).

Il convient de rappeler que le gouvernement a apporté un soutien explicite à ces organisations extrémistes en envoyant la garde présidentielle aux funérailles de leurs membres et en soutenant le Bataillon Azov, une organisation paramilitaire qui fait officiellement partie de l'Armée Ukrainienne sous le nouveau nom de Régiment d'Opérations Spéciales Azov et de la Garde Nationale. Le Régiment Azov est financé par l'oligarque juif ukrainien Igor Kolomoisky, ancien gouverneur de Dnepropetrovsk et également considéré comme le financier de la milice nationaliste *Pravyj Sektor*, considérée comme responsable du massacre d'Odessa. Nous parlons du même Kolomoisky mentionné dans les *Pandora Papers* comme étant un sponsor du Président Zelensky. Le Bataillon entretient des relations avec plusieurs organisations d'extrême droite en Europe et aux États-Unis.

À la suite d'une rencontre le 8 septembre 2014 entre le Secrétaire Général Salil Shetty et le Premier Ministre Arsenij Jacenjuk, Amnesty International a appelé le gouvernement ukrainien à mettre fin aux exactions et aux crimes de guerre commis par les bataillons de volontaires opérant aux côtés des forces armées de Kiev. Le gouvernement ukrainien a ouvert une enquête officielle sur cette affaire, précisant qu'aucun officier ou soldat du Bataillon Azov ne fait l'objet d'une enquête.

En mars 2015, le Ministre ukrainien de l'Intérieur Arsen Avakov a annoncé que le Bataillon Azov serait l'une des premières unités à être entraînées par les troupes de l'Armée américaine, dans le cadre de leur mission d'entraînement de l'*Operation Fearless Guard*. La formation américaine a été interrompue le 12 juin 2015, lorsque la Chambre des Représentants a adopté un amendement interdisant toute aide (y compris les armes et la formation) au Bataillon en raison de son passé néonazi. L'amendement a ensuite été levé sous la pression de la CIA ([ici](#) et [ici](#)) et les soldats d'Azov ont été formés aux États-Unis ([ici](#) et [ici](#)) : « Nous formons ces gars depuis huit ans maintenant. Ce sont de très bons combattants. C'est là que le programme de l'Agence pourrait avoir un impact important ».

En 2016, un rapport de l'OSCE a retenu le Bataillon Azov pour responsable du massacre de prisonniers, de la dissimulation des corps dans des fosses communes et du recours systématique à des techniques de torture physique et psychologique. Il y a quelques jours, le commandant adjoint du Bataillon, Vadim Troyan, a été nommé Chef de la Police de la région de l'Oblast par le Ministre de l'Intérieur Arsen Avakov.

Ceux-ci sont les 'héros' qui combattent avec l'Armée Ukrainienne contre les soldats russes. Et ces héros du Bataillon Azov, au lieu de protéger leurs enfants, osent en faire de la chair à canon, en enrôlant des garçons et des filles ([ici](#)), en violation du Protocole Facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfance et de l'adolescence ([ici](#))

<https://www.unicef.it/convenzione-diritti-infanzia/>) concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés : un instrument juridique *ad hoc* qui stipule qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne peut être enrôlé de force ou utilisé directement dans des hostilités, que ce soit par les forces armées d'un État ou par des groupes armés.

Eux aussi reçoivent inévitablement les armes létales fournies par l'UE, y compris l'Italie de Draghi, avec le soutien des partis politiques 'antifascistes'.

LA GUERRE UKRAINIENNE DANS LES PLANS DU NOUVEL ORDRE MONDIAL

La censure à l'encontre des diffuseurs russes vise clairement à empêcher que le récit officiel ne soit contredit par les faits. Mais alors que les médias occidentaux montrent des images du jeu vidéo *War Thunde* ([ici](#)), des photos de *Star Wars* ([ici https://www.rollingstone.it/politica/il-tg2-ha-scambiato-la-clip-di-un-videogioco-per-una-pioggia-di-missili-sullucraina/619321/amp/](https://www.rollingstone.it/politica/il-tg2-ha-scambiato-la-clip-di-un-videogioco-per-una-pioggia-di-missili-sullucraina/619321/amp/)), des explosions en Chine

([ici https://twitter.com/federazionedic1/status/1497151766575603712?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w](https://twitter.com/federazionedic1/status/1497151766575603712?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w)), des vidéos de défilés militaires

([ici https://twitter.com/FactaNews/status/1496824777683574789?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w](https://twitter.com/FactaNews/status/1496824777683574789?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w)), des images de l'Afghanistan

([ici https://twitter.com/DonatiGraziano/status/1499353081771065347?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w](https://twitter.com/DonatiGraziano/status/1499353081771065347?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w)), du métro de Rome

([ici https://twitter.com/valeangelsback/status/1498910882276990979?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w](https://twitter.com/valeangelsback/status/1498910882276990979?s=20&t=XJSZaSI3_VWB_5a-mXqx3w)) ou des images de crématoires mobiles

([ici https://twitter.com/fratotolo2/status/1499650122090696705](https://twitter.com/fratotolo2/status/1499650122090696705)) en les faisant passer pour des scènes réelles et récentes de la guerre en Ukraine, la réalité est ignorée parce qu'il a déjà été décidé de provoquer un conflit comme arme de distraction massive qui légitimera de nouvelles restrictions des libertés dans les Nations occidentales, selon les plans du *Great Reset*, du *World Economic Forum* et de l'*Agenda 2030* de l'ONU.

Il est clair que le peuple ukrainien, au-delà des questions que la diplomatie pourra résoudre, est victime du même coup d'état mondial perpétré par des puissances supranationales qui ne se soucient pas de la paix entre les Nations, mais de l'établissement de la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial. Il y a quelques jours à peine, la parlementaire ukrainienne Kira Rudik a déclaré à Fox News, en brandissant une kalachnikov : « Nous savons que nous ne nous battons pas seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour le Nouvel Ordre Mondial ».

Les violations des droits de l'homme en Ukraine et les crimes des milices néonazies que Poutine a dénoncés à plusieurs reprises n'ont pas pu trouver de solution politique car ils ont été planifiés et fomentés par l'élite mondialiste, avec la collaboration de l'Union Européenne, de l'OTAN et de l'*État profond* américain, dans une clé anti-russe et pour rendre inévitable une guerre dont on obtiendra, principalement en Europe, l'adoption forcée du rationnement de l'énergie ([ici](#))³, des restrictions de voyage, le remplacement de la monnaie papier par la monnaie électronique ([ici https://twitter.com/agenzia_ansa/status/1499011634228039680](https://twitter.com/agenzia_ansa/status/1499011634228039680) et [ici https://twitter.com/agenzia_ansa/status/1499014801745489927](https://twitter.com/agenzia_ansa/status/1499014801745489927)) et l'adoption de l'ID (Identification Numérique)

([ici](#) et [ici : https://twitter.com/paolapc611/status/1499421503384788998](https://twitter.com/paolapc611/status/1499421503384788998)) : nous ne parlons pas de projets théoriques, mais de décisions qui sont sur le point d'être prises concrètement au niveau européen et dans les différents États.

LE RESPECT DE LA LOI ET DES NORMES

L'intervention en Ukraine de la part de l'OTAN, des États-Unis et de l'UE ne semble pas avoir de légitimité. L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN et, en tant que telle, ne devrait pas bénéficier de l'aide d'une organisation dont l'objectif est la défense de ses États

membres. Il en va de même pour l'Union Européenne, qui a reçu il y a quelques jours seulement la demande d'adhésion de M. Zelensky. Pendant ce temps, l'Ukraine a reçu 2,5 milliards de dollars des États-Unis depuis 2014 et 400 millions de dollars supplémentaires rien qu'en 2021 ([ici](#)), plus d'autres fonds pour un total de 4,6 milliards de dollars ([ici](#)). Pour sa part, Poutine a accordé 15 milliards de dollars de prêts à l'Ukraine pour la sauver de la faillite. L'Union Européenne, quant à elle, a envoyé 17 milliards de dollars de financement, en plus de ceux fournis par les différents États. La population a peu profité de cette aide.

En outre, en intervenant au nom de l'Union Européenne dans la guerre en Ukraine, Ursula von der Leyen viole les articles 9, 11 et 12 du Traité de Lisbonne. La compétence de l'Union dans ce domaine est celle du Conseil Européen et du Haut Représentant, en aucun cas celle du Président de la Commission. A quel titre Mme von der Leyen agit-elle comme si elle était le chef de l'Union Européenne, usurpant un rôle qui n'est pas le sien ? Pourquoi personne n'intervient-il, surtout au vu du danger auquel sont exposés les citoyens européens face à d'éventuelles représailles russes ?

En outre, dans de nombreux cas, les Constitutions des États qui envoient aujourd'hui de l'aide et des armes à l'Ukraine ne prévoient pas la possibilité d'entrer dans un conflit. Par exemple, l'article 11 de la Constitution Italienne stipule que « l'Italie rejette la guerre en tant qu'instrument d'agression contre la liberté d'autres peuples et en tant que moyen de règlement des différends internationaux ». L'envoi d'armements et de soldats à une nation qui fait partie ni de l'OTAN ni de l'Union Européenne constitue en fait une déclaration de guerre à la nation belligérante (la Russie, dans ce cas) et nécessiterait donc la délibération préalable de l'état de guerre, comme le prévoit l'article 78 de la Constitution : « Les Chambres délibèrent de l'état de guerre et confèrent au Gouvernement les pouvoirs nécessaires ». A ce jour, il ne semble pas que les Chambres du Parlement aient été appelées à prendre une telle décision, ni que le Président de la République soit intervenu pour exiger le respect de la Constitution. Le Premier Ministre Draghi, nommé par la cabale mondialiste pour la destruction de l'Italie et sa soumission définitive aux pouvoirs supranationaux, est l'un des nombreux Chefs de gouvernement qui considèrent la volonté du peuple comme un obstacle gênant à l'exécution de l'agenda du WEF. Après deux ans de violations systématiques des droits fondamentaux et de la Constitution, il est difficile de croire qu'il fera passer les intérêts de la nation avant ceux de ses commanditaires : au contraire, plus les effets des sanctions prises par son gouvernement seront désastreux, plus il sera apprécié par eux. Le coup d'État perpétré avec l'urgence psychopandémique se poursuit aujourd'hui avec de nouvelles décisions misérables, ratifiées par un Parlement sans colonne vertébrale.

C'est également une violation de l'article 288 du Code Pénal italien que de consentir que des citoyens italiens – et même des membres de la majorité gouvernementale et des dirigeants politiques – répondent à l'appel de l'Ambassade d'Ukraine à s'enrôler dans la légion étrangère : « Quiconque, sur le territoire de l'État et sans l'approbation du gouvernement, enrôle ou arme des citoyens pour servir ou soutenir un pays étranger sera puni d'une peine de prison de quatre à quinze ans ». Aucun magistrat, du moins pour le moment, n'est intervenu d'office pour punir les responsables de ce délit.

Une autre violation est le transfert d'Ukraine vers l'Italie (et vraisemblablement aussi vers d'autres pays) d'enfants obtenus par gestation pour autrui, commandée par des couples italiens en violation de la Loi 40/2004, sans aucune sanction pour les auteurs et les complices de ce crime.

Il convient également de souligner que les déclarations de membres du Gouvernement ou d'hommes politiques à l'encontre de la Fédération de Russie et de son Président, ainsi que les sanctions adoptées et les cas répétés de discrimination arbitraire à l'encontre de citoyens, d'entreprises, d'artistes et d'équipes sportives simplement parce qu'ils sont russes, constituent non seulement une provocation qu'il convient d'éviter afin de permettre un

règlement calme et pacifique de la crise ukrainienne, mais représentent également une menace très grave pour la sécurité des citoyens italiens (et ceux d'autres nations qui adoptent un comportement similaire). La raison d'une telle insouciance téméraire est incompréhensible, si ce n'est du point de vue d'une volonté délibérée de provoquer des réactions dans l'autre camp.

Le conflit russo-ukrainien est un piège extrêmement dangereux tendu contre l'Ukraine, la Russie et les États européens.

L'UKRAINE EST LA DERNIÈRE VICTIME DE BOURREAUX ACCOMPLIS

La crise russo-ukrainienne n'a pas soudainement éclaté il y a un mois, mais a été préparée et nourrie depuis longtemps, certainement depuis le coup d'État non-sanglant de 2014 voulu par l'*État profond* américain dans un dessein anti-russe. Entre autres faits indiscutables, l'entraînement par la CIA du Bataillon Azov « pour tuer les Russes » ([ici](#)), l'Agence ayant forcé la révocation de l'amendement du Congrès de 2015, en est la démonstration. Les interventions de Joe et Hunter Biden vont également dans le même sens. Il existe donc des preuves d'une préméditation à long terme, cohérente avec l'expansion ininterrompue de l'OTAN vers l'est. La révolution colorée d'*Euromaidan* et la mise en place d'un gouvernement pro-atlantique composé de *homines noviformés* par les élites du WEF et de Soros étaient censées préparer le terrain pour la subordination de l'Ukraine au bloc atlantiste, la soustrayant à l'influence de la Fédération de Russie. À cette fin, l'action subversive des ONG du philanthrope hongrois, soutenue par la propagande médiatique, a tué les crimes des organisations paramilitaires néonazies, financées par les propres sponsors de Zelensky.

Mais si le lavage de cerveau opéré par le *mainstream* dans les pays occidentaux a réussi à transmettre un récit complètement faux de la réalité, on ne peut pas en dire autant en Ukraine, où la population connaît autant la corruption de la classe politique au pouvoir que son éloignement des vrais problèmes de la nation. Nous croyons que les 'oligarques' ne sont présents qu'en Russie, alors qu'ils sont surtout présents dans la galaxie des États de l'ancienne Union Soviétique, où ils peuvent accumuler richesse et pouvoir simplement en se mettant à la disposition de 'philanthropes' et de multinationales étrangères. Peu importe que leurs comptes offshore soient la cause principale de la pauvreté de leurs citoyens, du retard du système de santé, du pouvoir écrasant de la bureaucratie, de l'absence quasi totale de services publics, du contrôle étranger d'entreprises stratégiques, de la perte progressive de souveraineté et d'identité nationale : l'important est de 'faire de l'argent', d'être immortalisé avec les politiciens, les banquiers, les vendeurs d'armes et les exploiters du peuple. Pour ensuite venir à Versilia ou sur la côte amalfitaine pour montrer ostensiblement leurs yachts et leurs cartes platine au serveur d'Odessa ou à la femme de ménage de Kiev qui envoie à ses proches le salaire qu'elle a gagné au noir. Ces milliardaires ukrainiens en kippa sont ceux qui vendent l'Ukraine à l'Occident corrompu et corrupteur, troquant leur propre richesse contre l'asservissement de leurs compatriotes aux usuriers qui s'emparent du monde, partout avec les mêmes systèmes impitoyables et immoraux. Hier, ils réduisaient les salaires des travailleurs d'Athènes et de Thessalonique, aujourd'hui, ils ont tout simplement élargi leurs horizons à l'ensemble de l'Europe, où la population assiste, encore incrédule, à la mise en place d'une dictature sanitaire, puis climatique.

D'autre part, comment auraient-ils pu, sans le prétexte d'une guerre, justifier l'augmentation vertigineuse du prix du gaz et du carburant, forçant le processus d'une transition 'écologique' imposée d'en haut pour l'appauvrissement contrôlé des masses ? Comment auraient-ils pu faire digérer aux peuples du monde occidental l'instauration de la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial, alors que la farce de la pandémie se dénouait, mettant en lumière le crime contre l'humanité commis par BigPharma ?

Et tandis que l'UE et les chefs de gouvernement accusent la Russie de la catastrophe imminente, les élites occidentales démontrent qu'elles veulent aussi détruire l'agriculture,

pour appliquer à l'échelle mondiale les horreurs de l'Holodomor ([ici](#)). D'autre part, dans de nombreux pays (dont l'Italie), la privatisation des cours d'eau – qui est un bien public inaliénable – est théorisée au profit des multinationales et dans le but de contrôler et de limiter les activités agricoles. Le gouvernement pro-atlantiste de Kiev ne s'était pas comporté différemment : pendant huit ans, la Crimée avait été privée de l'eau du Dniepr, pour empêcher l'irrigation des champs et affamer la population. Aujourd'hui, à la lumière des sanctions imposées à la Russie et de l'énorme réduction des approvisionnements en céréales, on peut comprendre les énormes investissements de Bill Gates dans l'agriculture ([ici](#)), suivant la même logique impitoyable de profit déjà expérimentée avec la campagne de vaccination.

Les Ukrainiens, quel que soit le groupe ethnique auquel ils appartiennent, sont les derniers otages involontaires du même régime totalitaire supranational qui a mis à genoux l'économie des Nations avec l'imposture Covid, après avoir théorisé publiquement la nécessité de décimer la population mondiale et de transformer les survivants en malades chroniques en compromettant irrémédiablement leur système immunitaire.

Les Ukrainiens devraient réfléchir à deux fois avant d'invoquer l'intervention de l'OTAN ou de l'UE, en supposant qu'il s'agisse vraiment d'eux et non de leurs dirigeants corrompus aidés par des mercenaires racistes et des groupes néonazis à la solde des hiérarques. Car si on leur promet la liberté face à l'envahisseur – avec lequel ils partagent l'héritage culturel et religieux commun d'avoir fait partie de la Grande Russie – en réalité, on prépare cyniquement leur effacement définitif, leur soumission au *Great Reset* qui envisage tout sauf la protection de leur identité, de leur souveraineté et de leurs frontières.

Que les Ukrainiens regardent ce qui est arrivé aux pays de l'Union Européenne : le mirage de la prospérité et de la sécurité est démolé par la contemplation des décombres laissés par l'euro et les lobbies de Bruxelles. Des nations envahies par des immigrants illégaux qui alimentent le crime et la prostitution ; des nations dont le tissu social a été détruit par des idéologies *politiquement correctes*; des nations qui ont été sciemment conduites à la faillite par des politiques économiques et fiscales irréfléchies ; des nations qui ont été conduites à la misère par l'annulation de la protection de l'emploi et de la sécurité sociale ; des nations qui ont été privées d'avenir par la destruction de la famille et la corruption morale et intellectuelle des nouvelles générations.

Ce qui avait été des Nations prospères et indépendantes, diverses dans leurs spécificités ethniques, linguistiques, culturelles et religieuses, s'est transformé en une masse informe de personnes sans idéaux, sans espoir, sans foi, sans même la force de réagir aux abus et aux crimes de ceux qui les gouvernent. Une masse de clients des multinationales, d'esclaves du système de contrôle généralisé imposé avec la farce pandémique, même face à l'évidence de la fraude. Une masse de personnes sans identité, marquées au code QR comme des animaux dans une ferme intensive, comme les produits d'un immense centre commercial. Si tel a été le résultat de la renonciation à leur souveraineté pour tous – tous, sans exception ! – les États qui se sont confiés à la colossale escroquerie de l'UE, pourquoi l'Ukraine devrait-elle faire exception ?

Est-ce là ce que vos pères ont voulu, ce qu'ils ont espéré, ce qu'ils ont désiré, lorsqu'ils ont été baptisés avec Vladimir le Grand sur les rives du Dniepr ?

S'il y a un aspect positif que chacun d'entre nous peut reconnaître dans cette crise, c'est d'avoir montré l'horreur de la tyrannie mondialiste, son cynisme impitoyable, sa capacité à détruire et annihiler tout ce qu'elle touche. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui devraient rejoindre l'Union Européenne ou l'OTAN, mais les autres États qui devraient enfin avoir un sursaut d'orgueil et de courage et sortir, secouer ce joug détestable et retrouver leur indépendance, leur souveraineté, leur identité, leur foi. Sa propre âme.

Que les choses soient claires : le Nouvel Ordre n'est pas un destin inéluctable, et il peut être renversé et dénoncé si seulement les peuples se rendent compte qu'ils ont été trompés et floués par une oligarchie de criminels identifiables, auxquels s'appliqueront un jour les sanctions et les gels de fonds qu'ils appliquent aujourd'hui impunément à quiconque ne plie pas le genou devant eux.

UN APPEL À LA TROISIÈME ROME

Pour la Russie aussi, ce conflit est un piège. C'est un piège parce qu'il réaliserait le rêve de l'*État profond* américain de l'évincer définitivement du contexte européen dans ses relations commerciales et culturelles, en la poussant dans les bras de la Chine, peut-être dans l'espoir que la dictature de Pékin puisse persuader les Russes d'accepter le système de crédit social et d'autres aspects du *Great Reset* qu'elle a jusqu'à présent pu éviter, du moins en partie.

C'est un piège non pas parce que la Russie a tort de vouloir 'dénazifier' l'Ukraine de ses groupes extrémistes et de garantir la protection et les garanties des Ukrainiens russophones, mais parce que ce sont précisément ces raisons théoriquement viables qui ont été créées exprès pour la pousser à envahir l'Ukraine afin de provoquer la réaction de l'OTAN préparée de longue date par l'*État profond* et l'élite mondialiste. Le *casus belli* a été délibérément planifié par les véritables auteurs du conflit, sachant qu'il obtiendrait exactement *cette* réponse de Poutine. Et c'est à Poutine, qu'il ait raison ou non, de ne pas tomber dans le piège et de retourner la situation en offrant à l'Ukraine des conditions de paix honorables sans poursuivre le conflit. En effet, plus Poutine sera convaincu d'avoir raison, plus il démontrera la grandeur de sa Nation et l'amour de son peuple en ne cédant pas à la provocation.

Qu'il me soit permis de répéter les paroles du prophète Isaïe : *Dissolve colligationes impietatis, solve fasciculos deprimentes, dimitte eos qui confracti sunt liberos, et omne onus dirumpe ; frange esurienti panem tuum, et egenos vagosque induc in domum tuam ; cum videris nudum, operi eum, et carnem tuam ne despexeris. Tunc erumpet quasi mane lumen tuum ; et sanitas tua citius orietur, et anteibit faciem tuam justitia tua, et gloria Domini colliget te.* Détachez les chaînes injustes, enlevez les liens du joug, libérez les opprimés et brisez tout joug ; partagez le pain avec ceux qui ont faim, accueillez les pauvres et les sans-abri dans votre maison ; si vous voyez quelqu'un nu, habillez-le, et ne vous cachez pas de celui qui est la chair de votre chair. Alors ta lumière se lèvera comme l'aube, ta blessure sera bientôt guérie. Ta justice marchera devant toi, la gloire du Seigneur te suivra. (Is 58, 6-8).

La crise mondiale avec laquelle on prépare la dissolution de la société traditionnelle a également impliqué l'Église Catholique, dont la Hiérarchie est l'otage d'apostats courtisans du pouvoir⁴. Il fut un temps où les Pontifes et les Prélats affrontaient les Rois sans respect humain, car ils savaient qu'ils parlaient avec la voix de Jésus-Christ, Roi des rois. La Rome des Césars et des Papes est déserte et muette, tout comme la Deuxième Rome de Constantinople est muette depuis des siècles. La Providence a peut-être établi que c'est Moscou, la Troisième Rome, qui assume aujourd'hui devant le monde le rôle de κατήχον (2 Thess 2, 6-7), d'obstacle eschatologique à l'Antéchrist. Si les erreurs du Communisme ont été répandues par l'Union Soviétique et ont fini par s'imposer même au sein de l'Église, la Russie et l'Ukraine peuvent aujourd'hui jouer un rôle historique dans la restauration de la Civilisation Chrétienne, en contribuant à apporter au monde une période de paix dont l'Église sortira elle aussi purifiée et renouvelée dans ses ministres.

Les États-Unis d'Amérique et les États européens ne devraient pas marginaliser la Russie, mais plutôt forger une alliance avec elle, non seulement afin de rétablir des échanges commerciaux pour la prospérité de tous, mais en vue de la reconstruction d'une Civilisation Chrétienne, qui seule peut sauver le monde du monstre techno-sanitaire et transhumaniste mondialiste.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Il est très préoccupant que le destin des peuples soit entre les mains d'une élite qui n'a de comptes à rendre à personne pour ses décisions, qui ne reconnaît personne au-dessus d'elle et qui, dans la poursuite de ses propres intérêts, n'hésite pas à mettre en danger la sécurité, l'économie et la vie même de milliards de personnes, avec la complicité des politiciens à leur service et des grands médias. La falsification des faits, l'altération grotesque de la réalité et l'esprit partisan avec lesquels les nouvelles sont diffusées vont de pair avec la censure des voix dissidentes et en arrivent à des formes de persécution ethnique à l'encontre des citoyens russes, qui sont discriminés dans les pays mêmes qui se prétendent démocratiques et respectueux des droits fondamentaux.

J'espère que mon appel à la constitution d'une Alliance Anti-Mondialiste pour unir les peuples en opposition à la tyrannie du Nouvel Ordre Mondial sera repris par tous ceux qui se soucient du bien commun, de la paix entre les Nations, de l'harmonie entre les peuples, de la liberté des citoyens et de l'avenir des nouvelles générations. Et avant cela, puissent mes paroles – ainsi que celles de tant de personnes intellectuellement honnêtes – contribuer à mettre en lumière la complicité et la corruption de ceux qui utilisent le mensonge et la fraude pour justifier leurs crimes, même en ces temps de grande appréhension de la guerre en Ukraine.

« Que les forts nous écoutent, de peur qu'ils ne deviennent faibles dans l'injustice. Que les puissants nous écoutent, s'ils veulent que leur pouvoir ne soit pas destruction, mais soutien du peuple et protection de la tranquillité dans l'ordre et le travail » (Pie XII, Message radio aux gouvernements et aux peuples dans le danger imminent de la guerre, 24 août 1939).

Que le Saint Carême conduise tous les Chrétiens à invoquer auprès de la divine Majesté le pardon des péchés de ceux qui foulent aux pieds sa sainte Loi : que la pénitence et le jeûne poussent le Seigneur Dieu à la miséricorde, tandis que nous répétons les paroles du prophète Joël : *Parce, Domine : parce populo tuo ; et ne des hæreditatem tuam in opprobrium, ut dominantur eis nationes*. Seigneur, ayez pitié de votre peuple, et ne livrez pas votre héritage à l'opprobre, pour être l'objet des moqueries des nations. (Joël 2, 17).

+ **Carlo Maria Viganò**, Archevêque, Ancien Nonce Apostolique aux États Unis d'Amérique

6 mars 2022, 1^{er} Dimanche de la Quadragésime

©Traduction de F. de Villasmundo pour MPI revue et corrigée par Mgr Viganò – **Tous droits réservés**

Notes de bas de page

(1) Kolomoisly est également l'un des deux fondateurs en 2011, avec le milliardaire Vadim Rabinovich, du Parlement juif européen. Voir <http://ejp.eu/> . Notez que M. Rabinovich est membre de la *Plateforme d'opposition – Pour la vie*, le parti ukrainien pro-russe dont le leader Viktor Medvedcuk a été arrêté par M. Zelensky.

(2) Selon le politicien russe Viktor Vladislavovitch Zubarev, membre de la Douma d'État, M. Zelensky possède également 1,2 milliard de dollars déposés à la *Dresdner Bank* au Costa Rica et une villa à Miami achetée pour 34 millions de dollars. Voir <https://twitter.com/ssistevini/status/1500383603586441216> | Pour un tableau plus complet, voir l'enquête de *Slidstvo-info*, une agence ukrainienne indépendante de journalisme d'investigation : <https://youtu.be/Pp0WWZbNGq4>.

(3) Il convient de noter que le ministre italien de la transition écologique, Roberto Cingolani, a décidé il y a quelques jours de céder une partie des stocks de pétrole à l'Ukraine « comme aide concrète sur le plan énergétique également », tout comme il a donné des millions de

masques à la Chine pendant la pandémie, pour les racheter à Pékin peu après.

Cfr. <https://www.ansa.it/sito/notizie/politica/2022/03/02/ucraina-italia-cede-quota-delle-scorte-petroliere-b84086a2-1b31-4846-98c2-de84581b9ec4.html>

⁽⁴⁾ Dans le numéro du 6 mars, *Famiglia Cristiana* fait la une, commentant un article du fondateur de la *Comunità Sant'Egidio*, Andrea Riccardi : « Arrêtons la guerre et construisons un nouvel ordre mondial ». Cfr. <https://twitter.com/fratotolo2/status/1500446210393522176>

Source : <https://www.medias-presse.info/declaration-de-mgr-carlo-maria-vigano-archeveque-et-ancien-nonce-apostolique-aux-etats-unis-damerique-sur-la-crise-russo-ukrainienne/153712/>